

J'aimerais signaler à la Chambre que j'ai reçu un certain nombre de lettres de fonctionnaires retraités, et je suis certain que d'autres aussi en ont reçues. J'aimerais donner lecture de l'une d'elles en provenance de Victoria qui est arrivée à mon bureau cet après-midi.

Monsieur,

Veuillez appuyer les pensions accrues pour les fonctionnaires retraités. Ils ont contribué environ la moitié des milliards qui se trouvent actuellement dans le Fonds.

C'est très bref et cela va droit au but. J'ai reçu beaucoup d'autres lettres du même genre.

Ce qui m'inquiète, c'est que cette lettre pourrait peut-être se fonder sur un malentendu. Tous les députés ont reçu, je pense, copie d'une lettre, non datée, de l'Association des fonctionnaires retraités de Windsor (Ont.). Ceux-ci ont tenté, par le truchement des principaux journaux au Canada, de porter devant le public leur campagne en faveur d'un relèvement de pensions. Ils mentionnent dans cette lettre les énormes montants d'argent qu'il y a dans la caisse et qui s'élèvent à des milliards de dollars. Il y entre plus d'argent qu'il n'en sort, disent-ils. Je suis convaincu que cela est juste car, de toute évidence, des gens qui sont encore à l'emploi du gouvernement versent des fonds à cette caisse et c'est cet argent, avec intérêt, qui servira à payer leurs pensions lorsqu'ils se retireront éventuellement. Comme le nombre des fonctionnaires de l'État augmente dans les proportions d'une pyramide renversée, il entrera plus de fonds dans cette caisse qu'il n'en sortira.

Dans leur lettre, ces fonctionnaires retraités se plaignent de ne pas recevoir un traitement équitable. Ils recommandent qu'on affecte les fonds de la caisse à ceux qui sont retraités et qui ont besoin d'argent. Je veux que ceux-ci reçoivent de l'argent, monsieur l'Orateur, mais il n'est pas nécessaire, je crois, que les fonds viennent de cette source. Ce que nous devrions faire, à mon avis, c'est d'examiner la caisse de pensions à l'aide d'ordinateurs qui peuvent effectuer rapidement ce travail et de voir si ceux qui sont retraités ou qui sont morts y ont laissé plus d'argent qu'ils n'en ont retiré.

Nous devrions chercher à savoir si le gouvernement ne touche pas, des employés de l'État à leur retraite, de fortes recettes inattendues et cachées dans le Fonds du revenu consolidé, et l'unique moyen de le faire est une analyse appropriée de ce fonds. J'ajouterais que, si le gouvernement veut entreprendre une telle analyse, l'un de ses enquêteurs de-

vrait être un représentant de l'Association nationale des fonctionnaires fédéraux à la retraite, afin de les satisfaire pleinement.

Les fonctionnaires fédéraux constituent un groupe raisonnable, et je suis heureux, comme d'autres députés le sont, de pouvoir présenter leur cas à la Chambre. A mon avis, si nous leur prouvions que leurs contributions passées n'ont pas procuré de recettes inattendues au gouvernement, ils n'avanceraient plus cet argument. Le gouvernement aurait aussi avantage à le faire, parce que, si nous constatons qu'il entre plus d'argent dans la caisse qu'il n'en sort et que cette encaisse provient des employés de l'État qui ont pris leur retraite ou qui sont morts, le gouvernement est certainement tenu de faire servir cet argent au soulagement des survivants.

• (6.30 p.m.)

J'ajoute en terminant, monsieur l'Orateur, que nous devrions d'abord tenter d'instituer un régime de pension plus souple, plus approprié aux exigences de l'heure, au lieu de nous conformer au régime à taux d'intérêt inflexible en vigueur actuellement. Deuxièmement, nous devrions établir une organisation, comptant des représentants de l'Association des fonctionnaires fédéraux à la retraite, chargée d'examiner la situation de la caisse de pension de retraite pour voir exactement où il en est. En parlant d'un milliard de dollars, on risque de jeter de la poudre aux yeux des gens. Je suis persuadé que cette mesure n'accordera pas plus aux fonctionnaires fédéraux à la retraite que ce qui leur revient. Nous serons ainsi plus en mesure de prendre la prochaine initiative, qui se conformera, je l'espère au programme suggéré par le député de Carleton (M. Bell).

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Au nom de mon parti comme en mon nom, monsieur l'Orateur, je tiens à appuyer sans réserve la motion à l'étude actuellement, visant à augmenter la pension des fonctionnaires fédéraux à la retraite et des autres employés du gouvernement. Je vais être bref et j'espère que les autres députés désireux de prendre la parole le seront également, afin que la Chambre puisse en venir à une décision au sujet de la motion. C'est peut-être une vaine tentative de ma part, étant donné le sort habituellement réservé aux mesures d'initiative parlementaire, mais peut-être qu'aujourd'hui les choses prendront une autre tournure. Somme toute, ce ne serait pas une catastrophe si la Chambre consentait à adopter